

PREFET DU LOIRET

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

A Orléans, le 27 novembre 2018

Unité départementale du Loiret

Installations classées

Société SAVANE BROSSARD

Commune de PITHIVIERS

**Proposition d'arrêté préfectoral
complémentaire concernant la régularisation
d'un entrepôt et la mise à jour de
prescriptions**

Rapport de l'inspection des installations classées

La société SAVANE BROSSARD, dont le siège social est situé 5 rue Pauling – Techniparc à SAINT MICHEL SUR ORGE (91), est autorisée pour la fabrication de pâtisserie familiales, de mini-pâtisseries et de cakes à partir principalement de matières premières végétales et de matières premières animales en faible quantité.

Par courrier du 19 janvier 2017, Monsieur Franc, directeur de la société SAVANE BROSSARD, a déposé un dossier de demande de modifications de prescriptions suite à la mise en place d'une nouvelle ligne (ligne « 216 »).

L'inspection des installations classées constatait lors d'une visite le 2 mai 2017 que l'entreprise exploitait sur le site un entrepôt ancien (dit « Mauffrey ») pour l'entreposage de produits finis. Cette activité n'était pas autorisée par les arrêtés préfectoraux du site. Cet entrepôt était précédemment occupé par une autre société et n'était pas connu de l'inspection des installations classées. Il ne répondait pas aux exigences minimales requises en matière de protection incendie. D'autres non-conformités ressortaient de l'inspection sur la partie usine dans le même domaine.

Dans ce contexte, la société SAVANE BROSSARD a été mise en demeure par arrêté préfectoral du 13 octobre 2017 puis par arrêté du 23 novembre 2018 pour prendre en compte un ajustement de certaines échéances de mise en conformité sur la partie « Usine » (désenfumage pour le 31 décembre 2019), et l'entrepôt « Mauffrey » (extinction automatique d'incendie pour le 31 décembre 2018). En réponse au premier arrêté de mise en demeure l'exploitant a transmis, le 28 mars 2018, un dossier de porter à connaissance modifié qu'il a complété plusieurs fois par la suite. Les derniers éléments ont été transmis le 19 novembre 2018, les points restants en suspens étant repris dans les échéances de l'arrêté préfectoral complémentaire présenté.

L'objet du présent rapport est de régulariser l'exploitation de l'entrepôt Mauffrey et d'actualiser le tableau de classement et les prescriptions applicables sur le site au vu des modifications de la réglementation et des installations du site en proposant un arrêté préfectoral complémentaire, en application des articles R181-45 et R181-46 du code de l'environnement. En particulier, le projet d'arrêté vise à entériner plusieurs engagements pris par l'exploitant, aux termes d'échanges conjoints avec le SDIS et l'inspection des installations classées, visant à renforcer la protection incendie du site,

I. Situation administrative de l'établissement

Les activités exercées par la société SAVANE BROSSARD sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 septembre 2005, complétés par les arrêtés préfectoraux des 15 novembre 2007, 8 décembre 2010 et 18 janvier 2016.

Dans le cadre de l'actualisation de classement, les activités de la rubrique 3642 de la nomenclature des installations classées sont soumises à autorisation et celles de la rubrique 1510 à enregistrement.

L'établissement n'est pas classé Seveso, ni pas classement direct, ni par règle du cumul en application des articles R.511-10 et R.511-11 du code de l'environnement.

II. Modifications de prescriptions

II.1. Objet et caractérisation de la demande de l'exploitation

L'exploitant a demandé, dans son dossier du 19 janvier 2017, actualisé le 28 mars 2018, des modifications de prescriptions relative à :

- l'augmentation de la consommation d'eau de ville de 18 000 à 28 500 m³/an, liée à la mise en place de la nouvelle ligne « 216 » et l'augmentation des lavages entre séries (plus de séries de produits différents, cahiers des charges des clients plus exigeants) ;
- la modification des valeurs limites d'émissions (VLE) des rejets aqueux de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 janvier 2016, justifié par la capacité de la station d'épuration communale de recevoir ses flux sans atteinte au milieu ;
- la modification des valeurs limites de niveaux sonores, pour adopter les valeurs de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 ;
- la modification des besoins en eau d'incendie et des besoins de rétention, lié à l'extension de l'activité et à la prise en compte de l'entrepôt Mauffrey (voir ci-après).

Par ailleurs, dans un dossier en date du 15 mai 2018, l'exploitant a porté à connaissance du préfet la situation de l'entrepôt Mauffrey, soumis à enregistrement pour la rubrique 1510, au regard des prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

Des demandes de dérogation ont été formulées par l'exploitant concernant :

- l'article 1.6.5 (séparation des réseaux) ;
- l'article 4 (séparation des bureaux et locaux sociaux avec l'entrepôt et paroi séparative vers l'usine ne présentant pas un degré coupe-feu 2h00, structure ne présentant pas une stabilité au feu suffisante).

II.1.A/ Augmentation de la consommation d'eau de ville

Les inspections des 6 octobre 2016 et 2 mai 2017 avaient relevé le non-respect des valeurs limites de consommation du site (22 122 m³ en 2015, 20 452 m³ en 2016).

L'exploitant indique dans sa demande que les conditions de production du marché engendrent un accroissement de la consommation d'eau (plus petites séries produites, lavage accru lié à la demande des clients).

Ainsi, la consommation d'eau a augmenté et l'exploitant demande un volume de 28 000 m³ pour une production de 110 tonnes par jour, contre 18 500 m³ pour 100 tonnes par jour auparavant, soit un ratio à la tonne produite (tp) passant de 0,56 à 1,34 m³/tp.

Le pétitionnaire s'est engagé à réaliser des actions pour limiter la consommation d'eau (raclage systématique des produits solides à la place d'utilisation du jet d'eau notamment).

II.1.B/ Modification des VLE des rejets aqueux

La société SAVANE BROSSARD pré-traitait ses effluents, par tamis/dégraisseur et bassin tampon d'homogénéisation, dirigés ensuite vers la station d'épuration de la commune de Pithiviers, avec laquelle une convention a été signée le 12 décembre 2014, avant rejet dans le milieu naturel, l'Oeuf.

Le site est soumis à la Directive sur les Émissions Industrielles (IED) par l'application du BREF FDM (Best References Availables, Food Drink Milk). Les valeurs limites d'émissions (VLE) des rejets des eaux industrielles et domestiques actuelles, imposées par l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 18 janvier 2016, résultent de l'application du BREF FDM. Cet APC imposait la mise en place d'un système de pré-traitement physico-chimique fonctionnant par flottation par eau pressurisée, ainsi que l'installation de coagulation/floculation.

L'exploitant a formulé, dans son dossier du 19 janvier 2017, une demande de modification des valeurs limites d'émission des rejets aqueux, notamment pour les paramètres DCO et DBO₅, le prétraitement prévu ne permettant pas d'atteindre les VLE de l'APC du 18 janvier 2016.

Par courriel du 4 août 2017, l'exploitant a indiqué cependant que, pour atteindre les valeurs limites de l'arrêté précité, un traitement complet serait nécessaire, entraînant des coûts d'investissements et d'exploitation disproportionnés par rapport au gain environnemental engendré. En effet, l'aptitude de la station d'épuration de Pithiviers à recevoir la charge générée et la création d'un second point de rejet dans l'Oeuf étaient les arguments avancés par l'exploitant pour conserver un prétraitement et un raccordement à la station d'épuration urbaine. Il a justifié le choix du prétraitement physico-chimique, moins performant que le prétraitement biologique, par le fait que les effluents seraient pauvres en azote et phosphore indispensables au bon fonctionnement d'un prétraitement biologique et que ce prétraitement nécessiterait donc un ajout de produits chimiques. De plus, il a motivé sa demande de modification de valeurs limites d'émission à l'appui de l'article 34 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 qui indique que « l'arrêté d'autorisation peut prescrire des valeurs limites en concentrations supérieures si l'étude d'impact démontre, à partir d'une argumentation de nature technique, et le cas échéant, économique, que de telles dispositions peuvent être retenues sans qu'il en résulte pour autant des garanties moindres vis-à-vis des impératifs de bon fonctionnement de la station d'épuration urbaine et de protection de l'environnement ».

Aussi, le dossier a démontré les capacités de la station d'épuration urbaine de Pithiviers à accepter les flux engendrés par la société BROSSARD par le respect du ratio de flux entrant de l'industriel par rapport au flux total (23 %, inférieur à 50 %) et de sa capacité à traiter les effluents en respectant les valeurs d'émissions de son arrêté préfectoral du 4 mars 2005. Une nouvelle convention, en date du 24 mai 2017, a acté les propositions de l'exploitant reprises dans le dossier du 19 janvier 2017.

Le tableau ci-après reprend les différentes prescriptions des textes de références réglementaires nationaux et européens ainsi que les arrêtés préfectoraux de l'établissement et propositions de valeurs limites d'émission :

	AP du 18/01/16		Convention du 12/12/2014 avec la STEP de Pithiviers		VLE BREF FDM		Arrêté du 2/02/1998	Propositions de VLE du dossier du 19/01/2017	
Polluants	Concentrations maximales exprimées en mg/l ¹	Flux maximaux exprimés en kg/jour	Concentrations maximales exprimées en mg/l	Flux maximaux exprimés en kg/jour	Concentrations maximales exprimées en mg/l - 2014	Concentrations maximales exprimées en mg/l - Draft 2018	Concentrations maximales exprimées en mg/l	Concentrations maximales exprimées en mg/l	Flux maximaux exprimés en kg/jour
Débit (m³/j)	160		75					160	
pH	5,5< <8,5				6< <9		5,5< <8,5	5,5< <8,5	
MES	600	96	2250	113	50	50	600	600	96
DCO	2000	320	12000	600	125	100	2000	5000	600
DBO ₅	900	144	6000	300	25	-	800	2500	300
NTK	100	16	375	29	10	20	150	100	16
Phosphore Total	30	4,8	75	4	5	2	50	30	4,8
Graisses	-	-	1275	57	10	-		250	40

L'article 34 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié stipule toutefois que « l'arrêté d'autorisation peut prescrire des valeurs limites en concentration supérieures si l'étude d'impact ou l'étude d'incidence démontre, à partir d'une argumentation de nature technique et, le cas échéant, économique, que de telles dispositions peuvent être retenues sans qu'il en résulte pour autant des garanties moindres vis-à-vis des impératifs de bon fonctionnement de la station d'épuration collective et de protection de l'environnement. »

II.1.C/ Modification des valeurs limites des niveaux sonores

L'arrêté préfectoral du 21 septembre 2005 prescrivait des valeurs limites en 6 points, dont 4 (point 1, 2, 3 et 4) situés en limite de propriété et 4 (point 1, 2, 5 et 6) constituent les zones d'émergence réglementée (ZER), plus restrictives que l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 pour les niveaux sonores, identiques pour l'émergence (cf tableau ci-dessous).

Point	Diurne	Nocturne
1	68,5	54,4
2	53,2	44,3
3	57,5	55,5
4	60,5	58,5

Les dernières mesures de bruit réalisées en décembre 2016 montrent la conformité des niveaux sonores, à l'exception du point 2 (limite de propriété constituant également la ZER à l'est du site) en diurne et nocturne, l'émergence étant par contre respectée.

Le site se situe en zone industrielle. Le point 2 est en limite de propriété avec le Centre de Formation d'Apprentis. L'étude montre l'impact des compacteurs et du trafic routier sur ce point.

Le pétitionnaire demande à relever les valeurs limites des niveaux sonores aux seuils imposés par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (70 dB le jour, 60 dB la nuit).

II.1.D/ Modification des besoins en eau d'incendie et de rétention des eaux d'extinction

L'exploitant indique dans son dossier de porter à connaissance, que les besoins en eaux d'extinction calculés selon les instructions D9 sont de 2 160 m³, dans le cas d'un incendie généralisé (absence de compartimentage). Cependant, l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions applicables aux installations soumise à la rubrique 1510 (entrepôt) stipule que le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9, sans toutefois dépasser 720 m³/h, soit 1 440 m³ (pour 2 heures).

¹À l'exception du pH

Les besoins de rétention en eaux d'extinction calculés selon les instructions D9A à partir des besoins en eau retenus est de 1 770 m³. La rétention choisie, constituée de l'imperméabilisation d'un talus en point bas de site, permet de stocker jusqu'à 2 336 m³. Cette rétention impacte le local matières premières, pour une hauteur maximum de 30 cm. Une sécurisation des produits inflammables stockés dans le local matières premières a été demandée par l'inspection des installations classées. L'exploitant s'est engagé à déplacer un maximum de produits inflammables à l'extérieur du local et à plus de 10 mètres des limites de propriété, hors zone inondée, dans une armoire coupe-feu 2h avec rétention dont l'échéance de mise en place est reprise dans le projet d'arrêté.

Par ailleurs, pour les produits en cours d'utilisation, l'exploitant s'est également engagé à les disposer dans une armoire coupe-feu 2h, avec détection et extinction automatique, dans le local matières premières dont l'échéance de mise en place est reprise dans le projet d'arrêté.

La station d'épuration serait également inondée, mais les installations sont sécurisées par l'arrêt de pompes de reprise et la sécurisation des produits chimiques, installés de l'autre côté du talus de rétention des eaux.

II.2. Avis des services consultés et éléments de réponse de l'exploitant

II.2.1. Concernant les rejets aqueux

Par courrier du 31 mars 2017, Monsieur le Préfet a sollicité pour avis sur ce dossier :

- la direction départementale des territoires au titre de la police de l'eau, afin de s'assurer de la capacité de la station d'épuration de Pithiviers et de celle du milieu naturel (l'Oeuf) à recevoir de tels effluents sans générer d'impact sur leur fonctionnement respectif ;
- la commune de Pithiviers, afin de s'assurer de leur acceptation sur les nouvelles concentrations et flux proposés par Brossard en transmettant la nouvelle convention signée entre les parties et reprenant les modifications suscitées.

Par courrier du 18 avril 2017, la direction départementale des territoires a émis un avis favorable à la demande modification des valeurs limites d'émission de la société BROSSARD.

Par courrier du 25 mai 2017, la commune de Pithiviers a transmis l'avenant de la convention de déversement des eaux industrielles de la société BROSSARD dans les réseaux collectifs d'assainissement de la commune validant les valeurs d'émissions proposées par l'exploitant ainsi que l'arrêté municipal d'autorisation de rejet.

Suite aux compléments apportés par la société BROSSARD par courriel du 4 août 2017, le dossier comportait les éléments permettant de justifier les choix technico-économiques de l'exploitant. Les flux demandés par l'exploitant, après prétraitement physico-chimique, restent similaires à ceux actuellement admis par la station d'épuration de Pithiviers. Le prétraitement physico-chimique permettra de mieux traiter les graisses, à l'origine de la DCO difficilement biodégradable présente dans les effluents de l'exploitant. Le dossier de demande de modifications des prescriptions démontre la compatibilité de l'accroissement des rejets en DCO et DBO₅ avec la capacité de traitement de la station d'épuration de la collectivité.

Ce point a été validé par la collectivité qui a modifié la convention de déversement et par la DDT qui a émis un avis favorable.

II.2.2. Concernant les moyens de lutte incendie

La visite du 2 mai 2017 a relevé des non-conformités sur les moyens de lutte incendie (absence de désenfumage dans une partie de l'usine et l'entrepôt, absence de RIA dans l'entrepôt, absence de détection incendie). Ces points ont été repris dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 octobre 2017, actualisé par courrier préfectoral du 23 novembre 2018, et sont traités dans ce cadre, à l'exception des échéances dépassées.

Par courrier du 8 septembre 2017, l'inspection des installations classées a sollicité pour avis le SDIS sur les moyens de lutte incendie prévus dans le dossier du pétitionnaire.

Par courrier du 25 octobre 2017, le SDIS a indiqué ne pouvoir en l'état donner d'avis par manque d'éléments dans le dossier. Diverses réunions et visites de site ont eu lieu pour définir avec l'exploitant et l'inspection des installations classées les attendus.

L'exploitant s'est engagé à mettre en place un système d'extinction automatique sur l'entrepôt et la partie usine (non prévu initialement). Il a mis en place des bâches de réserve incendie supplémentaires pour un total de 1 470 m³ et des moyens de lutte incendie conformes à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 pour l'entrepôt (RIA, désenfumage, sprinklage).

Par courriel du 26/11/2018, le SDIS a émis un avis favorable sur les moyens proposés par l'exploitant et repris dans le projet d'arrêté préfectoral.

II.3. Avis de l'inspection

Concernant la consommation d'eau, l'inspection des installations classées propose dans l'arrêté préfectoral d'autoriser son augmentation, étant donné l'évolution de la production. Cependant, le projet d'arrêté prévoit la mise en place d'un indicateur de suivi des consommations d'eau rapporté à la production afin de pouvoir suivre au mieux l'évolution de la consommation et la pertinence des actions mises en place par l'exploitant pour réduire son impact. Par ailleurs, l'exploitant devra mettre en place des actions pour limiter sa consommation lors des épisodes de sécheresse.

Concernant les valeurs limites de rejet, les conditions mentionnées à l'article 34 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 étant réunies, l'inspection des installations classées propose de consentir une dérogation aux valeurs limites d'émission. Un courrier préfectoral du 1^{er} septembre 2017 a acté par dérogation les valeurs de rejets aqueux proposés par l'exploitant dans l'attente de la rédaction du présent arrêté préfectoral global, afin de pouvoir obtenir la subvention demandée par le pétitionnaire à l'agence de l'eau. Ce courrier rappelait cependant à l'exploitant que les meilleures techniques disponibles et les niveaux d'émissions associés du BREF FDM à paraître en 2018 seraient de fait applicables. Le DRAFT (version provisoire) du BREF FDM, paru en octobre 2018, dans l'attente de la parution du document définitif mi-2019, précise que les niveaux d'émissions associés ne s'appliqueraient qu'aux rejets directs dans les masses d'eaux.

Concernant la modification des valeurs limites de bruit, l'établissement se situant en zone industrielle et les valeurs limites de l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2005 étant assez restrictives, l'inspection des installations classées propose dans le présent arrêté de valider les valeurs limites de bruit imposées par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Concernant l'entrepôt Mauffrey, l'inspection des installations classées propose d'imposer des échéances dans le projet d'arrêté pour la mise en conformité à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 sur les points restants à solder.

De plus, la demande de dérogation concernant l'article 1.6.5 sur la séparation des réseaux peut être acceptée au vu du faible débit que représentent les eaux usées domestiques par rapport aux eaux industrielles et le faible enjeu que constituent ces dernières. Les autres points de la demande de dérogation (parois séparatives coupe feu 2h entre les bureaux et l'entrepôt et l'entrepôt coté usine, ainsi que la structure permettant l'évacuation des personnes et l'accès extérieur des secours) sont encore en attente d'éléments pour finaliser l'instruction.

Le stockage a également été limité dans les différents locaux de stockage de l'usine, afin de réduire au minimum le risque. Les limites imposées reposent sur les quantités prises en compte dans l'étude des flux thermiques. Le stockage a clairement été interdit dans les zones

d'effets dominos ($> 8 \text{ kW/m}^2$). Des échéances ont été imposées concernant le degré coupe-feu des parois et des portes au niveau du local de matières premières. Conformément à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, un délai de 2 ans a été autorisé pour la mise en place des moyens de protection contre la foudre spécifiés dans la mise à jour de l'analyse du risque foudre d'avril 2018 (niveau de protection III, démontage du paratonnerre à dispositif d'amorçage radioactif).

L'inspection des installations classées propose enfin dans le projet d'arrêté d'actualiser les prescriptions concernant les installations contenant des fluides frigorigènes, soumises à déclaration sous la rubrique 1185 (ex 4802), au vu des nouveaux groupes froids installés avec la mise en place de la ligne « 216 » et de l'évolution des prescriptions réglementaires.

Enfin, les réseaux de l'établissement ne sont pas clairement connus et définis. Aussi, un délai a été laissé à l'exploitant afin de réaliser un diagnostic de ces derniers et d'en établir un plan précis, exhaustif et à jour.

IV. PROPOSITION ET SUITES A DONNER

Au vu de tout ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à monsieur le Préfet du Loiret de :

- répondre favorablement à la demande de l'exploitant en lui imposant des prescriptions complémentaires reprises dans le projet d'arrêté, dans l'attente des éléments restants à définir pour l'instruction de la demande de dérogation à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ;
- soumettre le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint en annexe du présent rapport, aux membres du CODERST, en application des dispositions de l'article R181-45 du code de l'environnement.

L'inspectrice de l'environnement

Vu et transmis avec avis conforme à M. le préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret

Pour le directeur,

Copie à : DREAL / SEIR

